

Brochure n° 3159-1000

Convention collective nationale
(Non étendue)

IDCC : 2493. – **COIFFURE**
ET PROFESSIONS
CONNEXES

(1^{re} édition en préparation)

AVENANT N° 2 DU 18 MARS 2005
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET0550788M
IDCC : 2493

Entre :

La fédération nationale de la coiffure française et agissant tant en son nom propre qu'au nom de tous les syndicats patronaux nationaux, départementaux, régionaux ou locaux et organisations qui lui sont affiliés ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure Force ouvrière ;

La fédération commerces, services et forces de vente CSFV-CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Adhésion

Les entreprises relevant de la présente convention sont tenues d'adhérer et d'inscrire l'ensemble de leurs salariés pour les garanties prévues au régime

de prévoyance de la coiffure assuré par l'institution nationale de prévoyance du commerce et de l'artisanat (INPCA) et régie par le règlement intérieur de l'INPCA.

Toutefois, les contrats souscrits antérieurement au 1^{er} janvier 1994 auprès d'autres organismes assureurs, et qui assurent aux salariés des entreprises qui les ont conclu des garanties dont les conditions d'application et les montants des prestations sont au moins aussi favorables que ceux prévus par le présent régime peuvent rester en vigueur.

Article 2

Organisation de la mutualisation. – Révision. – Dénonciation

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la périodicité du réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation interviendra, au plus tard, tous les cinq ans, à compter de la réunion de la commission mixte paritaire réunie au plus tard au 1^{er} octobre 2006.

Les partenaires sociaux se réuniront dans les 6 mois précédents et, en tout état de cause, au moins 3 mois avant la date d'échéance, pour apprécier les perspectives d'évolution du régime et vérifier que les objectifs professionnels et de mutualisation sont réalisés dans les meilleures conditions pour la profession.

Le présent régime faisant l'objet de l'avenant n° 2 à la convention collective nationale de la coiffure peut être modifié selon le dispositif prévu à l'article L. 132-7 du code du travail.

Sa dénonciation par l'une des parties est régie par l'article L. 132-8 du code du travail. La date d'effet de cette dénonciation est fixée au 1^{er} janvier de l'année suivant celle de sa signification qui, en tout état de cause, doit être effectué, au plus tard le 30 septembre de chaque année.

En cas de dénonciation, une négociation sera organisée, sans délai, afin de déterminer, le cas échéant, les nouvelles mesures de protection sociale permettant de promouvoir ledit régime de prévoyance.

Article 3

Cotisations

La base des cotisations est la rémunération brute perçue au cours des 12 mois civils précédant l'événement ouvrant droit à prestations, déclarée par l'entreprise adhérente au régime de sécurité sociale en vue de l'établissement des cotisations de sécurité sociale. Elle est limitée aux tranches de salaire ci-après précisées.

Les cotisations correspondant à l'ensemble des garanties mentionnées à l'article 4 du présent avenant sont fixées en pourcentage de la rémunération brute, telle que définie ci-avant.

Ce pourcentage est fixé à :

0,50 % de la rémunération brute limitée à 3 fois le plafond de la sécurité sociale pour les salariés non cadres. Cette cotisation est répartie comme suit :

- employeur : 0,25 % ;
- salariés : 0,25 %.

1,50 % de la rémunération brute limitée au plafond de la sécurité sociale (tranche A), à la charge exclusive de l'employeur, pour les salariés cadres relevant des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Article 4

Garanties

Les salariés des entreprises visées par l'article 1 bénéficient des garanties ci-après exposées.

La base des prestations est égale à la base de cotisations afférente aux 12 mois civils immédiatement antérieurs à la date de l'événement ouvrant droit à prestations.

Toutefois, la base des prestations est reconstituée à partir des salaires correspondant aux mois civils de présence dans l'entreprise lorsque :

- la période d'assurance est inférieure à 12 mois ;
- le salaire a été réduit ou supprimé au cours de la période de référence, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident.

La base des prestations est celle existant à la date de l'arrêt de travail ayant entraîné le service de la prestation sécurité sociale en cours. Elle est revalorisée en fonction de l'évolution de la valeur du point du régime de retraite ARRCO entre cette date et la date de l'événement ouvrant droit à prestations. Cette revalorisation cesse à la date d'effet de la dénonciation ou du non-renouvellement de l'adhésion.

Article 4.1

Conjoint, concubin, titulaire d'un pacte civil de solidarité

Au titre des garanties en cas de décès, le concubin du participant, ou le partenaire du participant titulaire d'un pacte civil de solidarité, est assimilé au conjoint dans les conditions définies par le règlement intérieur de l'INPCA.

Article 4.2

Garanties au bénéfice des salariés non cadres

a) Décès, invalidité absolue et définitive

Cette garantie a pour objet :

- le versement d'un capital en cas de décès du participant ;
- le versement anticipé de ce capital en cas d'invalidité absolue et définitive ;
- le versement d'un second capital en cas de décès postérieur ou simultané du conjoint.

Le montant du capital est fixé comme suit, en pourcentage de la base des prestations :

- participant sans enfant à charge :
 - célibataire, veuf, divorcé : 115 % ;
 - marié, personne titulaire d'un PACS, concubin : 180 %.

- majoration par enfant supplémentaire à charge : 60 % ;
- versement d'un capital en cas de décès postérieur ou simultané du conjoint : 100 % du montant du capital versé en cas de décès du participant.

b) Rente éducation

Cette garantie a pour objet le service, au profit de chaque enfant bénéficiaire, d'une rente en cas de décès du participant. Cette rente est majorée en cas de décès du conjoint.

Le montant de la rente est fixé à 12 % de la base des prestations.

c) Rente de conjoint

Cette garantie a pour objet, en cas de décès du participant, le service au conjoint survivant :

- d'une rente viagère réversible, le cas échéant, au profit des enfants ;
- d'une rente temporaire de relais lorsque le conjoint ne bénéficie pas d'une pension de réversion immédiate au titre d'un régime complémentaire retraite légalement obligatoire.

Le montant annuel de la rente viagère est égal au produit des deux éléments suivants :

- 0,50 % de la base des prestations ;
- le nombre d'années restant à courir entre l'âge au décès (calculé par différence de millésimes) et le soixantième anniversaire de la naissance du participant, le minimum d'années retenu étant, en tout état de cause, fixé à cinq.

Le montant annuel de la rente temporaire est égal au produit des deux éléments suivants :

- 0,25 % de la base des prestations ;
- le nombre d'années écoulées entre le 25^e anniversaire de naissance du participant (calculé par différence de millésimes) et l'âge du décès.

d) Garantie substitutive

Cette garantie a pour objet le versement aux participants célibataires, veufs ou divorcés d'un capital en cas d'infirmité permanente supérieure ou égale à 15 % et consécutive à un accident.

Le montant de ce capital est égal au produit de la base des prestations à 100 % et du taux d'infirmité.

e) Incapacité de travail suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle

Cette garantie a pour objet le versement d'une indemnité journalière, en cas d'incapacité temporaire du participant ouvrant droit aux prestations de la sécurité sociale au titre de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles.

L'indemnité est versée du 1^{er} au 27^e jour d'arrêt de travail total et continu. Le montant de l'indemnité journalière est fixé à 90 % de la 365^e partie de la base des prestations, sous déduction des prestations versées au même titre par la sécurité sociale et d'un éventuel salaire à temps partiel.

Article 4.3

Garanties au bénéfice des salariés cadres

Ces garanties s'appliquent aux salariés cadres relevant des articles 4 et 4 bis de la convention collective du 14 mars 1947.

a) Décès, invalidité absolue et définitive

Cette garantie a pour objet :

- le versement d'un capital en cas de décès du participant ;
- le versement anticipé de ce capital en cas d'invalidité absolue et définitive.

Le montant du capital est fixé comme suit, en pourcentage de la base des prestations :

- participant sans enfant à charge :
 - célibataire, veuf, divorcé : 175 % ;
 - marié, titulaire d'un pacs, concubin : 230 % ;
- majoration par enfant supplémentaire à charge : 55 %.

b) Décès accidentel

Cette garantie a pour objet le versement d'un capital supplémentaire en cas de décès du participant consécutif à un accident.

Le montant du capital supplémentaire est fixé à 100 % de celui figurant au *a* ci-dessus en cas de décès du participant.

c) Rente éducation

Cette garantie a pour objet le service, au profit de chaque enfant à charge bénéficiaire, d'une rente en cas de décès du participant. Cette rente est majorée en cas de décès du conjoint.

Le montant de la rente est fixé à 10 % de la base des prestations.

d) Incapacité de travail. – Invalidité

Pour les salariés cadres ayant au minimum 3 ans d'ancienneté, il est prévu :

- le versement d'une indemnité journalière complémentaire, en cas d'incapacité temporaire de travail du participant ouvrant droit aux prestations de la sécurité sociale au titre de l'assurance maladie ou de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles ;
- le versement d'une rente d'invalidité complémentaire en cas d'invalidité ouvrant droit à la pension d'invalidité de la sécurité sociale au titre de la législation sur l'invalidité ou les accidents du travail – maladie professionnelle.

L'indemnité journalière est versée à compter du 91^e jour d'arrêt de travail total et continu. Le montant de l'indemnité journalière est fixé à 80 % de la rémunération brute du salarié (dans la limite de la tranche A), sous déduction des prestations versées au même titre par la sécurité sociale.

La rente d'invalidité se substitue aux indemnités journalières. Le montant annuel de la rente est déterminé sous déduction de la pension d'invalidité dans laquelle le participant est classé par la sécurité sociale et de l'éventuel salaire à temps partiel.

Article 5

Date d'effet, durée du régime

Le présent régime a pris effet le 1^{er} janvier 1994.

Il relève des dispositions en vigueur à sa date de signature, relatives à la révision et à la dénonciation.

Fait à Paris, le 18 mars 2005.

(Suivent les signatures.)